

**N° DP 25/284**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A LA LIGUE SUD DU SPORT UNIVERSITAIRE D'UN MONTANT DE 15 000 € - ANNEE 2025**

#### **Le Président de La Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la convention d'objectifs, ci-annexée,

**VU** l'avis de la Commission Jeunesse et Sport du 21 janvier 2025,

**CONSIDERANT** la demande de subvention émanant de la Ligue Sud du Sport Universitaire dont le siège social est à Marseille et ayant pour but de participer à la mise en place d'évènements sportifs, de promouvoir le rugby féminin,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée affirme la nécessité de dynamiser la pratique du sport universitaire, de développer la pratique olympique du rugby à 7, de renforcer les liens entre les étudiants métropolitains,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** le projet de convention, ci-annexé, relatif à l'organisation du tournoi de rugby « Toulon Métropole 7U ».

### **ARTICLE 2**

**D'ATTRIBUER** une subvention de 15 000 euros pour l'année 2025.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice 2025 – opération 52237, fonction 3272, article 65748.

La présente Décision sera

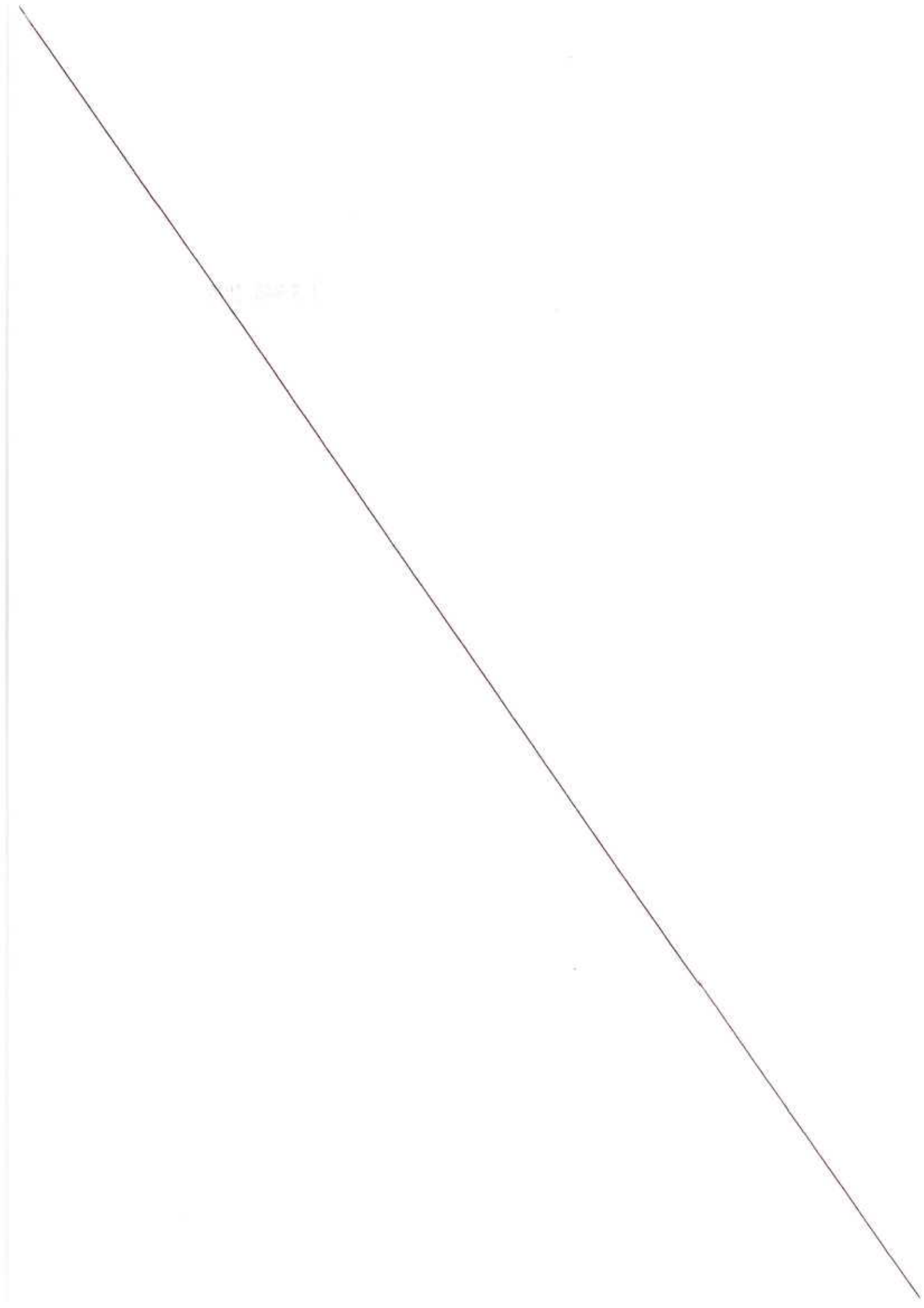
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 MAR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





# CONVENTION D'OBJECTIFS

## Entre :

La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité à signer cette convention par Décision Président n° ..... en date du.....

**Ci-après désignée « La Métropole »,**

## Et

La LIGUE SUD DU SPORT UNIVERSITAIRE représentée par son Président Monsieur Jean-Marc PONS, association Loi de 1901 déclarée à Marseille, le 3 octobre 2018 à la Préfecture de police, domiciliée sur le Campus de Luminy-13288 Marseille cedex 9.

**Ci-après désigné « L'Association »,**

## Il est préalablement exposé ce qui suit :

Parce que la Ligue Sud du Sport Universitaire affirme la nécessité :

- ♦ De dynamiser la pratique du sport universitaire.
- ♦ De développer la pratique du rugby à 7, sport olympique.
- ♦ De créer et renforcer des liens entre les étudiants du secteur métropolitain et de la région Provence Alpes Côte d'Azur autour d'un événement sportif.

La LSSU, s'engage à organiser la huitième édition du tournoi de rugby « Toulon Métropole 7U ».

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier et de la mise à disposition des équipements apportés par la Métropole au projet que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

La Ligue Sud du Sport Universitaire soutenue par la Métropole Toulon Provence Méditerranée organise la huitième édition du tournoi de rugby "Toulon Métropole 7U" ouverte aux universités du territoire Provence Alpes Côte d'Azur mais également aux grandes écoles, aux universités du territoire national et international.

Seront présentes 12 équipes en division Elite et 20 en Open. A noter que l'université d'Oxford revient pour la seconde année consécutive avec une équipe fille et une équipe garçon dans la catégorie Elite.

Le TPM7U se déroulera le 11 et 12 avril 2025 au Complexe sportif Léo Lagrange à Toulon et permettra aux finalistes Elite de se qualifier au Championnat de France universitaire de rugby à 7 : le "SG Seven"

## ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue pour une durée d'un an sur l'exercice comptable de 2025.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association à hauteur de 15 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, opération 52237 fonction 326 article 65748 chapitre 65 en dépenses.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 55 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

La Métropole met à disposition les équipements du complexe sportif Léo Lagrange pour la préparation et le déroulement de l'événement. Ces espaces sont valorisés à hauteur de 3216 euros.

La mise à disposition des locaux est effectuée à titre gracieux conformément à la délibération du conseil métropolitain n° 24/06/147 du 27 juin 2024, pour une durée totale de 66 heures suivant la répartition ci-après :

- Terrain 1 et 2 :  
Vendredi 11 avril 2025 de 16 heures à 22 heures  
Samedi 12 avril 2025 de 8 heures à 20 heures
- Terrain 3 : Samedi 12 avril 2025 de 8 heures à 20 heures
- Salon VIP : Vendredi 11 avril 2025 de 16 heures à 22 heures + Samedi 12 avril 2025 de 8 heures à 20 heures

## ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 15 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 80% soit 12 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 3000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - ✓ Un rapport annuel d'activités,
  - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable si la subvention est supérieure à 75 000 euros : bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un, obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000€.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole TPM par voie dématérialisée. L'association s'engage sur la conformité des versions envoyées.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole TPM. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole TPM.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. **Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.**

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

**L'Association** adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.



**L'Association** valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

#### **ARTICLE 7 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

La Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

#### **ARTICLE 8 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TPM**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole TPM peut contrôler et évaluer l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention. En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole TPM pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole TPM tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

#### **ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

#### **ARTICLE 11 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

**L'Association** s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).



### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

### **ARTICLE 13 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

- Annexe 1 : Le règlement intérieur du complexe sportif de Léo Lagrange
- Annexe 2 : Plan de financement prévisionnel de la manifestation

Fait à Toulon, le

**Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**Le Président de L'Association  
LIGUE SUD DU SPORT UNIVERSITAIRE**

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Jean-Marc PONS**

# Votre dossier

## Informations complémentaires

### Informations complémentaires

Type de subvention : **Subvention d'action**

Description de l'action : **sportif Léo Lagrange de Toulon regroupant environ 700 personnes. Tournoi International Elite masculin et féminin : de 6 à 8 équipes masculines et de 6 à 8 équipes féminines Tournoi National Open labellisé FF Sport U : de 12 à 16 équipes masculines et de 6 à 8 équipes féminines. Hébergement, Restauration, Arbitrage, Secours.**

Nom de l'action : **TOULON METROPOLE SEVEN U**

Nombre d'adhérents : **7 833**

Date de la dernière modification des statuts : **12/06/2023**

Déclarée en préfecture le : : **21/09/1990**

Déclaration en préfecture de modification le : : **12/06/2023**

## Budget prévisionnel

Millésime : **Année 2025**

### Charges

			Coût prévu
<b>60 - Achats</b>			<b>500,00 €</b>
Autres fournitures	TTC		500,00 €
<b>62 - Autres services extérieurs</b>			<b>25 400,00 €</b>
Rémunérations intermédiaires et honoraires	TTC		3 400,00 €
Déplacements, missions	TTC		22 000,00 €
<b>64 - Charges de personnel</b>			<b>1 200,00 €</b>
Rémunération des personnels	TTC		1 000,00 €
Charges sociales	TTC		200,00 €

Coût prévu

<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>0,00 €</b>
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	TTC	5 000,00 €
864 - Personnel bénévole	TTC	14 900,00 €

## Produits

Financement  
prévu

<b>74 - Subventions d'exploitation</b>	<b>24 000,00 €</b>
Métropole TPM	15 000,00 €
Conseil(s) Régional(aux)	2 000,00 €
Précisions : PRIS SUR NOTRE CONVENTION D'OBJECTIFS	
Autres établissements publics	7 000,00 €
Précisions : UNIVERSITE DE TOULON	
<b>79 - Transfert de charges</b>	<b>3 100,00 €</b>
Transfert de charges	3 100,00 €
<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	<b>0,00 €</b>
870 - Bénévolat	14 900,00 €
871 - Prestations en nature	5 000,00 €

TOTAL CHARGES : 27 100,00 € TTC

TOTAL PRODUITS : 27 100,00 €

# **Complexe sportif Léo Lagrange**

## **Règlement intérieur**

### **I) Règles de fonctionnement**

**Article 1 : Périodes d'ouverture, horaires**

**Article 2 : Utilisation des installations sportives**

Article 2-1 : Interdictions

**Article 3 : Sécurité, secours et surveillance**

### **II) Désignation des installations**

**Article 4 : Pôle scolaire**

**Article 5 : Pôle compétition**

### **III) Conditions d'accès au complexe sportif Léo Lagrange :**

**Article 6 : Accès au pôle scolaire**

Article 6-1 : Responsabilité des usagers scolaires

**Article 7 : Accès des installations sportives aux associations**

Article 7-1 : Procédure de mise à disposition

Article 7-2 : Assurances

Article 7-3 : Responsabilité, sécurité

Article 7-4 : Planning d'utilisation, annulation

**Article 8 : Accès du public non licencié**

**Article 9: Manifestations occasionnelles ou exceptionnelles**

Article 9-1 Procédure de mise à disposition pour l'organisation de manifestations

Article 9-2 Ouverture du site

Article 9-3 Conduite des utilisateurs, responsabilité

Article 9-4 Buvette

Article 9-5 Sécurité

Article 9-6 Billetterie

Article 9-7 Redevances, taxes

### **IV) Circulation et stationnement**

### **V) Acceptation du règlement**

### **VI) Réclamations**

### **VIII) Adoption et modification du présent règlement intérieur**

# **Application du règlement intérieur du complexe sportif de Léo Lagrange**

Le règlement intérieur général est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du complexe sportif Léo Lagrange, structure de la métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), situé sur la commune de TOULON.

Il définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités ludiques, sportives et culturelles de loisirs.

Le présent règlement intérieur a pour but d'assurer la sécurité des personnes qui utilisent le complexe sportif Léo Lagrange.

Il fixe les prescriptions relatives à la sécurité ainsi que les mesures concernant l'intégrité des biens meubles et immeubles.

Il s'applique à l'ensemble des usagers qui, dans la pratique de leurs activités, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et faire en sorte que les équipements publics ne soient pas dégradés ou détériorés.

Il appartient aux utilisateurs de prendre connaissance et de respecter les termes du présent règlement intérieur.

## **I - Règles de fonctionnement**

### **Article 1 : Périodes d'ouverture, horaires**

Les horaires d'ouverture du site au public sont :

En semaine :

- Du 2 janvier au 31 décembre de 8h à 22h
- Du 1<sup>er</sup> juillet au 15 août de 8h à 20h

Le week-end :

- Ouverture de 10h à 18h sauf juin, juillet et août 10h à 20h
- Fermé les jours fériés

La métropole TPM peut, en cas de circonstances (intempéries, travaux, entretien...) ou de manifestations exceptionnelles, et pour des raisons de sécurité publique, modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation voire même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informera les utilisateurs des modifications.

Toutes modifications unilatérales par TPM du calendrier n'ouvre droit, ni à indemnisation, ni à compensation pour les utilisateurs concernés.

## **Article 2 : Utilisation des installations sportives**

Le respect des installations et du matériel doit être une préoccupation permanente pour tous les utilisateurs qui devront en user dans les conditions techniques habituelles et aux emplacements prévus.

Lorsque des dégâts seront constatés sur les installations sportives, le matériel d'exploitation ou d'entretien, ou sur des objets occasionnellement entreposés dans l'installation appartenant à TPM ou à des tiers, l'utilisateur responsable sera avisé par courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception du manquement à son obligation de diligence.

Les utilisateurs s'engagent à jouir en bons pères de famille des installations mises à leur disposition exclusivement à des fins sportives.

Le prêt des équipements sportifs ne confère nullement au bénéficiaire le droit d'utiliser les réseaux de l'installation (eau, gaz, électricité, téléphone...) pour y effectuer des branchements, même provisoires.

### **Article 2-1 : Interdictions**

Dans l'enceinte du pôle sont interdits :

- les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique ou confessionnel,
- les paris, jeux d'argent,
- les appareils automatiques type machines à sous,
- les jets de débris, détritiques ou objets quelconques,
- les quêtes, sauf autorisation,
- la distribution de tracts ou prospectus à caractère non sportif,
- tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par le gardien du complexe sportif et les autorités policières aux fins de surveillance.
- toutes atteintes aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers...
- toutes atteintes aux installations ou ouvrages faisant partie du complexe sportif,
- l'usage du tabac conformément au décret du 1<sup>er</sup> novembre 1992 sur l'usage du tabac dans les locaux et installations couverts, ouverts au public,
- la vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf



autorisation ponctuelles prévues par les textes ou accordées par TPM.

- L'utilisation de matériels qui sont la propriété de l'utilisateur relève de sa responsabilité personnelle.
- Aucune activité impliquant l'utilisation de matériel n'appartenant pas à TPM ne pourra être assurée par le personnel du pôle sportif de Léo Lagrange.

### **Article 3 : Sécurité, secours et surveillance**

La métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers
- La sécurité du site.
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition.
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux.
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1<sup>er</sup> secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du complexe sportif Léo Lagrange et de respecter l'ensemble des textes réglementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie commune aux pôles scolaire et compétition est disponible dans l'enceinte du complexe sportif Léo Lagrange.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Le complexe sportif Léo Lagrange décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Les équipements sportifs sont mis à disposition à titre gracieux ; ils peuvent être mis à disposition à titre onéreux eu égard aux conditions d'occupation des installations qui auront été fixées par délibération.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du pôle sportif Léo Lagrange impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

Pour le respect du site, des poubelles sont mises à disposition afin que les déchets de toute nature puissent y être entreposés.

## **II - Désignation des installations**

Le complexe sportif Léo Lagrange est un établissement recevant du public (ERP) de catégorie 1 et de style plein air (PA).

### **Article 4 : Description du Pôle scolaire**

- ✓ 1 terrain de football en gazon synthétique de 4 500 m<sup>2</sup> ;
- ✓ 1 terrain mixte (basket, volley) de 1 120 m<sup>2</sup> ;
- ✓ 1 terrain mixte (hand, basket, volley) de 2 016 m<sup>2</sup> entouré d'une piste de 2 couloirs de 225 m ;
- ✓ 24 vestiaires collectifs.
- ✓ 2 blocs sanitaires avec accès PMR.
- ✓ 2 vestiaires professeurs avec sanitaires.
- ✓ 2 locaux de rangement matériel professeur.
- ✓ 1 salle de réunion.
- ✓ 2 Locaux techniques.
- ✓ 1 local poubelle.
- ✓ 1 loge gardien.

### **Article 5 : Description du Pôle compétition**

- ✓ 1 terrain synthétique (n°3) foot/ rugby de 6000 m<sup>2</sup>
- ✓ 1 terrain synthétique (n°2) foot/ rugby 7820 m<sup>2</sup>
- ✓ 1 terrain honneur pelouse foot/rugby 7820 m<sup>2</sup>

- ✓ 1 piste de 400m avec 8 couloirs, rivière et steeple
- ✓ Aires de lancer terrain honneur/entraînement
- ✓ Aires de lancer échauffement scolaire et compétition
- ✓ Aires de saut (perche et hauteur)
- ✓ 2 tribunes couvertes (1500 et 1300 places)
- ✓ 8 vestiaires
- ✓ 4 blocs sanitaires et 2 accès aux PMR
- ✓ 2 salles de musculation et cardio
- ✓ 1 salle de relaxation
- ✓ 5 vestiaires arbitres
- ✓ Locaux de stockage
- ✓ Bureaux et locaux divers
- ✓ 1 salle de presse
- ✓ 1 infirmerie, 1 salle anti-dopage, bureau médecin
- ✓ 1 salle de réception
- ✓ 2 postes de contrôle sécurité
- ✓ 2 billetteries
- ✓ 2 buvettes

Il est précisé que les installations et matériels mis à disposition ont été contrôlés et répondent aux normes législatives en vigueur.

### **III - Conditions d'accès au complexe sportif Léo Lagrange**

#### **Article 6 : Accès au Pôle Scolaire**

Afin d'assurer le bon fonctionnement des installations mises à disposition, il est impératif que l'établissement scolaire :

- respecte les horaires et le calendrier établis en début de saison ;
- utilise le créneau (pour la classe correspondante) qui lui a été attribué en début d'année ;
- assure l'encadrement de la pratique sportive tout au long de l'année, et pendant toute la durée du créneau attribué.

Un registre sera tenu par le personnel du site permettant de contrôler les attributions de créneaux ; les professeurs seront tenus de le viser lors de chaque séance.

Les lycées et collèges seront tenus de communiquer au Service des Sports de la métropole, le nom et les coordonnées du ou des responsables présents sur site.

TPM se réserve le droit d'informer chaque établissement des éventuelles dérives ou problèmes de discipline rencontrés.

Dans le cas de l'organisation de rencontres inter classes ou de tournois scolaires, les établissements scolaires devront suivre les démarches inhérentes à l'organisation des manifestations exceptionnelles.

### **Article 6-1 : Responsabilité des usagers scolaires**

Les espaces et équipements de Léo Lagrange sont placés sous la responsabilité des usagers qui sont responsables des dommages de toute nature qu'ils peuvent causer ou être causés par les personnes ou les objets dont ils ont la charge ou la garde. Les groupes restent sous la responsabilité juridique de leur structure d'appartenance.

Le directeur de chaque établissement devra veiller à ce que l'encadrement des élèves soit parfaitement assuré par le ou les professeurs eu égard à leur qualification et leur présence pendant les séances.

### **Article 6-1.2 : Réglementation de l'utilisation des terrains**

Il est interdit d'utiliser des crampons vissés sur les pelouses synthétiques (entraînement et match) ainsi que sur la pelouse d'honneur lors des entraînements.

### **Article 6-1.3 : Réglementation de l'utilisation des aires de lancers**

L'aire de lancers se situe sur le Pôle Compétition, son accès et son utilisation s'effectuent sous le contrôle et la responsabilité de l'enseignant encadrant.

L'aire de lancers peut être utilisée pour la pratique des disciplines suivantes :

- Javelot,
- Poids,
- Disque,
- Marteau.

Pour des raisons de sécurité des usagers, une seule discipline peut être pratiquée à la fois sur l'aire de lancers.

### **Article 6-1.4 : Réglementation de l'utilisation des vestiaires**

Les vestiaires du pôle scolaire ayant une capacité maximum de 19 personnes, il sera donc obligatoire d'en demander un second si ce nombre est dépassé.

A chaque interclasse, un agent TPM vérifiera que les vestiaires n'ont fait l'objet d'aucune dégradation.

### **Article 7 : Accès des installations sportives aux associations**

La mise à disposition d'une installation sportive (terrain ou salle) peut se faire à l'égard de toutes les associations sportives, civiles, universitaires et comités des différentes fédérations régulièrement déclarées, comités d'entreprises ou éventuellement d'athlètes licenciés qui en font préalablement la demande écrite auprès de TPM.

#### **Article 7-1 : Procédure de mise à disposition**

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 mai lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la métropole Toulon Provence Méditerranée.

Toute demande d'utilisation ponctuelle devra faire l'objet d'une demande écrite de même nature que la précédente dans un délai de trois semaines minimum avant l'échéance.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du complexe sportif Léo Lagrange devra alors faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le pôle sportif, se verra automatiquement retirer celui-ci.

#### **Article 7-1.2 : Réglementation de l'utilisation des vestiaires et bureaux**

Entre chaque créneau, un agent TPM vérifiera que les vestiaires n'ont fait l'objet d'aucune dégradation.

Un bureau peut être mis ponctuellement à disposition des associations.

Un planning d'utilisation des bureaux sera mis en place par TPM.

L'association devra veiller au respect du matériel mis à sa disposition et devra restituer les clefs aux agents en poste après l'utilisation du bureau.

Les bureaux mis à disposition des associations doivent permettre aux éducateurs de préparer les entraînements. La mise à disposition d'un local ou bureau ne peut en aucun cas devenir un lieu d'affectation définitif.

#### **Article 7-1.3 : Réglementation de l'utilisation des terrains**



Il est rappelé qu'il est interdit d'utiliser des crampons vissés sur les pelouses synthétiques (entraînement et match) ainsi que sur la pelouse d'honneur lors des entraînements.

#### **Article 7-1.4 : Réglementation de l'utilisation des aires de lancers et de sauts**

L'accès aux aires de lancers devra être encadré afin que la discipline soit pratiquée en toute sécurité. Son accès et son utilisation s'effectuent sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrant.

Les protections des matelas de saut devront être enlevées et remises après chaque utilisation par les utilisateurs.

#### **Article 7-2 : Assurances**

Les utilisateurs sont tenus de contracter et de fournir une assurance en cours de validité couvrant leur responsabilité pour les accidents ou incidents dont ils seraient les auteurs ou les victimes.

#### **Article 7-3 : Responsabilité, sécurité**

Tout au long de la saison sportive, un suivi précis des fréquentations sera tenu à jour par le personnel du complexe Sportif Léo Lagrange.

Les clubs et organismes seront tenus de communiquer au Service des Sports de la métropole, le nom et les coordonnées du ou des responsables présents sur site.

Les espaces et équipements de Léo Lagrange sont placés sous la responsabilité des usagers. Ils restent responsables des dommages de toute nature qu'ils peuvent causer ou être causés par les personnes ou les objets dont ils ont la charge ou la garde. Les groupes restent sous la responsabilité juridique de leur structure d'appartenance.

Si les conditions de sécurité ou d'encadrement ne sont pas assurées, l'agent de surveillance peut interdire ou suspendre l'accès à l'installation. A ce titre, aucun véhicule ou objet dangereux ne peut être introduit sur l'installation, sauf autorisation spéciale accordée par TPM.

Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'assurera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

Si les effectifs sont très faibles, le gardien ou les agents du service des sports en aviseront le responsable de l'activité ainsi que le responsable du



complexe sportif Léo Lagrange afin que des mesures soient prises pour optimiser la gestion du site.

Les vestiaires du pôle scolaire ayant une capacité maximum de 19 personnes, il sera donc obligatoire d'en exiger un second si ce nombre est dépassé.

#### **Article 7-4 : Planning d'utilisation, annulation**

Chaque association doit communiquer au plus tôt son calendrier de matchs, tournois, sélections, stages, etc..., ainsi que la date de reprise des entraînements afin qu'une planification précise puisse être établie par le service des sports de TPM.

Elle devra également prévenir le personnel du site (par courrier ou par mail) :

- De toute annulation d'entraînement,
- De la fréquentation lors des vacances scolaires,
- De tout report de match,
- De toute demande de manifestation en cours de saison,
- De toute manifestation nécessitant des aménagements particuliers (service sécurité, matériels divers, buvette...).

Afin d'assurer le bon fonctionnement des installations mises à disposition, il est impératif que l'association :

- Respecte les horaires et le calendrier établis en début de saison,
- Utilise le créneau qui lui a été attribué pour la catégorie pour laquelle la demande a été faite.

#### **Article 8 : Accès du public non licencié**

Le complexe sportif Léo Lagrange est ouvert à la pratique du sport de loisir (jogging, marche etc...) dans les conditions règlementaires d'ouverture du site.

Ces pratiques n'ouvrent pas droit à l'accès total du site. Le responsable de l'ERP décidera de l'attribution des différentes installations (parcours santé, terrains multisports, terrains synthétiques...) ainsi que des créneaux disponibles en fonction des besoins et des disponibilités.

Un panneau d'information à destination du public non licencié est positionné aux deux entrées du site.

#### **Article 8-1 : Responsabilité des usagers**

Ces pratiques se feront sous la seule responsabilité de chaque usager.

Les usagers demeurent responsables des dommages de toute nature qu'ils peuvent causer ou être causés par les personnes ou les objets dont ils ont la charge ou la garde.

## **Article 9 : Manifestations occasionnelles ou exceptionnelles**

### **Article 9-1 Procédure de mise à disposition pour l'organisation de manifestations**

Pour les mises à disposition occasionnelles et exceptionnelles, une fiche de renseignement type devra être téléchargée sur le site internet de TPM au minimum deux mois avant la date souhaitée. La demande écrite devra être renvoyée accompagnée de la fiche de renseignement dûment remplie et accompagnée des documents nécessaires au minimum un mois avant l'utilisation projetée. La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu... Une réponse sera donnée dans les meilleurs délais par le service des sports.

En cas d'acceptation, l'association devra confirmer sa présence sur site, et le déroulement de la manifestation, au moins deux semaines avant la date prévue pour celle-ci.

Toute manifestation occasionnelle ne pourra avoir lieu qu'à la condition qu'un courrier de mise à disposition du pôle sportif Léo Lagrange soit délivré par le Président de la métropole TPM et notifié au demandeur.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des Sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

Préalablement à certaines manifestations et avant la visite contradictoire des lieux, une réunion de sécurité (moyens de secours mis en œuvre, gestion des flux..) sera organisée sur site au moins 15 jours avant le déroulement de la manifestation au regard du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus.

## **Article 9-2 Ouverture du site**

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le complexe sportif de Léo Lagrange pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord du service des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

## **Article 9-3 Conduite des utilisateurs, responsabilité**

Les présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

## **Article 9-4 Buvette**

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie de Toulon.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire de Toulon une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

## **Article 9-5 Sécurité**

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du complexe sportif et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

#### **Article 9-6 Billetterie**

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité. Les différents services de police pourront être alertés en cas de besoin.

#### **Article 9-7 Redevances, taxes**

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

### **IV - Circulation et stationnement**

En dehors des zones de stationnement, la circulation et le stationnement de tous les véhicules sont interdits à l'intérieur et à l'entrée du complexe excepté pour les véhicules des services communautaires, des services de sécurité et de secours.



Des dérogations pourront être accordées par TPM, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

Sauf dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le Code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

Un règlement spécifique pour le stationnement dans le parking semi-souterrain existe. Il est consultable par voie d'affichage dans l'enceinte même du parking et au niveau de l'accueil du complexe sportif de Léo Lagrange.

Le personnel du complexe sportif Léo Lagrange se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles de nature à faire cesser ces troubles.

## **V - Acceptation du règlement**

Une copie du présent règlement pourra être remise, sur demande, par TPM à chaque utilisateur.

Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. Toute infraction au présent règlement ou à l'usage normal des installations est susceptible d'entraîner des poursuites en application de la législation en vigueur, et pourra mener à l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis, prononcée par Monsieur le Président de la métropole TPM.

## **VI - Réclamations**

Toute réclamation devra être adressée par écrit à Monsieur le Président de la métropole Toulon Provence méditerranée.

## **VII Application du règlement intérieur**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent règlement.

## **VIII Adoption et modification du présent règlement intérieur**

Le présent règlement intérieur a été adopté par délibération du Conseil métropolitain de la métropole de Toulon Provence Méditerranée du .....

Il pourra être modifié dans les mêmes conditions.

Je soussigné(e) : \_\_\_\_\_

Président(e) de l'association : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le \_\_\_\_\_

Signature :